

États baltes : vent debout contre l'invitation de la Russie à la réunion de l'OSCE

Description

Les ministres estonien, letton et lituanien des Affaires étrangères ont annoncé le 28 novembre qu'ils n'assisteraient pas à la 30^{ème} session ministérielle de l'OSCE organisée le 30 à Skopje si le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, devait y être présent. La Macédoine du Nord, tout membre de l'OTAN qu'elle est, a en effet décidé de suspendre les sanctions occidentales à l'encontre des personnalités russes et d'autoriser S. Lavrov à venir à Skopje. Ce déplacement supposerait d'ailleurs que l'avion du ministre russe traverse les espaces aériens grec ou bulgare. Le 27 novembre, Sofia a donné son autorisation en ce sens.

Les ministres baltes ont émis un communiqué dans lequel ils regrettent l'invitation faite à la Russie, occasion qui lui est ainsi offerte de venir développer sa propagande et façon de légitimer son agression contre l'Ukraine en tant que membre de plein droit d'une communauté de nations libres, de banaliser les crimes atroces commis par elle et de tolérer la violation des principes fondamentaux et des engagements de l'OSCE : « *Nous, ministres d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, ne participerons pas à cela et ne partagerons pas la responsabilité des conséquences qui en résulteront.* »

Ils reprochent par ailleurs à Moscou d'avoir adopté depuis deux ans un comportement systématique d'obstruction au sein de l'OSCE, en bloquant la présence de l'organisation en Ukraine, en empêchant la candidature estonienne à la présidence de l'OSCE en 2024 pour des prétextes infondés et en entravant toute tentative pour garder l'institution fonctionnelle.

Outrés par l'exception accordée par certains pays membres de l'OTAN, les ministres baltes ont rappelé quelques principes : l'agression de la Russie doit être immédiatement arrêtée, la Russie doit retirer l'ensemble de ses troupes des territoires occupés d'Ukraine, compenser les dommages causés et être tenue pleinement responsable de la perpétration de crimes internationaux. Or, « *rien de tout cela n'est en place. Nous ne voyons pas non plus de signes indiquant que la Russie envisage, ne serait-ce que de loin, de se conformer à ses obligations internationales et aux engagements pris dans le cadre de l'OSCE.* » Et de rappeler que l'Organisation a été créée, à l'origine, pour construire la sécurité en Europe, prévenir les conflits et préserver la paix.

Le ministre estonien des Affaires étrangères, Margus Tsahkna, a estimé que la place de Lavrov était devant un tribunal spécial et non à la table de l'OSCE.

L'Ukraine a également fait savoir qu'elle boycotterait la réunion de Skopje.

Sources : *Lrt.lt, Postimees, The Moscow Times.*

date créée

28/11/2023

Champs de mots

Auteur-article : Céline Bayou